

Secrétariat général pour les affaires de Corse.
Plateforme régionale des achats de l'Etat – Corse.

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE DÉMÉNAGEMENT ET DE DESTRUCTION
D'ARCHIVES DES LOCAUX DES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT ET
DES CENTRES HOSPITALIERS DE CORSE**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert
(Articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique).

<p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)</p>

ARTICLE 1 : PARTIES AU MARCHE-

En application de l'article L2113-6 du code de la commande publique ce marché est passé par le préfet de Corse représenté par le secrétaire général pour les affaires de la Corse pour le compte des services suivants dans le cadre d'une convention constitutive de groupement de commande en date du 8 janvier 2025:

Les services coordonnés sont les suivants :

- Le secrétariat général commun de Corse-du-Sud pour le compte de la préfecture de Corse-du-Sud, la sous-préfecture de Sartène, la DETSPP 2A, la DDT 2A, le SGAC;
- Le secrétariat général commun de Haute-Corse pour le compte de la préfecture de Haute-Corse, la sous-préfecture de Calvi, la sous-préfecture de Corte, la DDT 2B, la DETSPP 2B ;
- Le SGAMI (secrétariat général des administrations du ministère de l'intérieur);
- La direction interdépartementale de la police nationale de Corse-du-Sud (DIPN2A) ;
- La direction interdépartementale de la police nationale de Haute-Corse (DIPN2B) ;
- La délégation CRS de Corse ;
- La gendarmerie nationale ;
- La sécurité civile (UIISC5) ;
- La DRFIP de Corse (finances publiques);
- La DREETS de Corse (travail);
- La DREAL de Corse (environnement);
- La DRAAF et France Agrimer (agriculture);
- La DRAC de Corse (culture);
- La DDFIP de Haute-Corse (finances publiques);
- la direction départementale des finances publiques de Haute-Corse (DDFIP 2B) ;
- La DIRM (Mer phares et balises 2A et 2B) ;
- L'INSEE de Corse ;
- La direction régionale des douanes de Corse ;
- Le rectorat de Corse et DSDEN 2A
- La DSDEN 2B (inspection académie);
- la DMLC (Direction de la mer et du littoral) ;
- La Cour d'appel de Bastia ;
- La Direction territoriale de protection de la jeunesse (DTPJJ) ;
- La Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) pour le centre pénitentiaire de Borgo ; Le centre de détention de Casabianda ; La maison d'arrêt d'Ajaccio ; les SPIP de Corse ;
- La chambre régionale des comptes ;
- Le tribunal administratif de Bastia ;
- La direction générale de l'aviation civile de Haute-Corse ;
- La direction générale de l'aviation civile de Corse-du-Sud ;
- l'agence régionale de santé de Corse (ARS) ;
- La chambre de commerce et d'industrie de Corse;
- L'université de Corse ;
- Le CROUS ;
- L'office national des forêts (ONF);
- L'institut régional de l'administration (IRA) de Bastia ;
- L'ADEME de Corse ;
- la chambre de commerce de Corse (CCI) ;
- Le musée Bonaparte, Ajaccio ;
- France travail
- CNPF de Corse
- l'IGESA.

- Le centre hospitalier d'Ajaccio ;
- Le centre hospitalier de Castelluccio à Ajaccio;
- Le centre hospitalier de Bonifacio ;
- Le centre hospitalier de Sartène ;
- le centre hospitalier de Bastia ;
- Le centre hospitalier de Corte-Tattone ;
- Le centre hospitalier de Calvi.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché est le secrétaire général pour les affaires de Corse. Il est chargé de signer et de notifier le marché. Les bénéficiaires de ce marché s'assurent de sa bonne exécution et de son paiement.

Les **bénéficiaires** sont les services déconcentrés et établissements de l'État et les centres hospitaliers pour le déménagement des locaux administratifs.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 2. OJET DE L'ACCORD CADRE ET FORME DE LA PROCEDURE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Cet accord-cadre porte sur des prestations de déménagements et de destructions d'archives des locaux des services et établissements de l'Etat et des centres hospitaliers de Corse pour des prestations s'exécutant en Corse.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2.2 Nature, forme du marché et procédure

2.2.1 Procédure

La procédure utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.2.2 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire, sans remise en concurrence, sans montant minimum avec un montant maximum de 300 000 € HT/an/lot.

Le défaut de rattachement d'un ou plusieurs sites/services ne pourra donner lieu à aucune indemnité ni dédit.

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande sans montant minimum, conformément à l'article R2162-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne sera engagé financièrement qu'une fois que les bons de commande de rattachement auront été émis par chaque service. Dans l'hypothèse où un ou des services n'émettra(en)t aucun bon de commande, le titulaire du marché ne pourra pas obtenir d'indemnisation.

2.3 Solidarité

Il n'y a aucune solidarité entre le représentant du pouvoir adjudicateur et les services coordonnés et entre les membres du groupement : chacun paye les prestations pour lesquelles il est engagé.

2.4. Prestations similaires.

Chaque lot pourra faire l'objet ultérieurement d'un marché similaire dans les conditions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

2.5 Allotissement du marché

Le marché est alloti en deux lots :

Lot 1 : Déménagement des locaux implantés en Corse-du-Sud;

Lot 2 : Déménagement des locaux implantés en Haute-Corse ;

Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot, à plusieurs lots ou tous les lots.

2.6 Clause de réexamen

2.6.1 Rajout de prestations au BPU

Dans le cadre de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le BPU du marché pourra être complété en cours d'exécution du marché afin de rajouter ou compléter certaines prestations à condition que ces modifications ne bouleversent pas l'économie générale du marché.

Chaque modification donnera lieu à une négociation des tarifs avec le titulaire. Elle ne pourra pas porter sur plus de 10 postes tarifaires par lot du BPU et par an.

Il ne pourra pas y avoir plus de deux modifications de ce type chaque année par lot.

2.6.2 Défaillance d'un titulaire

Dans l'hypothèse où un des titulaires des lots 1 et 2 serait défaillant lors de l'exécution du marché, le lot du défaillant pourra être confié au titulaire des autres lots dans le cadre de la présente clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord.

En ce cas, les tarifs seront, soit ceux du nouveau titulaire s'il avait remis une offre pour le lot défaillant, soit des tarifs négociés qui ne pourront pas dépasser de 15% le montant de l'offre du titulaire défaillant.

Dans l'hypothèse où les titulaires d'un des trois lots seraient défaillants lors de l'exécution du marché, les lots défaillants pourront être confiés au candidat dont l'offre est classée en 2^e position dans le cadre d'une clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord. En ce cas, les tarifs seront ceux de l'offre classée n° 2.

En cas de refus du candidat classé en 2^e position, les lots défaillants pourront être confiés au candidat classé en 3^e position et ainsi jusqu'à ce que les lots soient acceptés par un des candidats du classement.

2.6.3 Défaillance d'un co-traitant

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. Cette prise en charge est formalisée par une modification et a pour cadre juridique l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

2.6.4 Révision des prix en cas de forte augmentation des tarifs de traitement des déchets

Dans l'hypothèse où les tarifs de traitement des déchets subiraient une augmentation de + 20 % par rapport aux tarifs au moment de la date de remise des offres, le titulaire pourra solliciter dans le cadre d'une clause de réexamen (art. R 2194-1 du code de la commande publique) une augmentation des tarifs des postes D-2 et D-3 du bordereau des prix unitaires.

En cas d'activation de la clause de réexamen, il sera procédé à la passation d'une modification conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Les actes d'engagement (A.E.) de chacun des deux lots et leurs deux annexes financières (BPU et DQE) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et son annexe 1;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le mémoire technique présentant les procédés et moyens spécifiquement mis en œuvre pour la réalisation des prestations;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, publié au JORF n° 0066 du 19 mars 2009 ;

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation est contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET PRISE D'EFFET

4.1 Durée du marché

Le marché est passé pour une période ferme d'un an à compter de la date de démarrage fixée dans sa notification (date de démarrage : prévue au premier semestre 2025).

4.2 Reconductions du marché

Il pourra être reconduit tacitement pour trois fois un an, à l'initiative du pouvoir adjudicateur. La durée totale du marché ne pourra dépasser 4 années.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une notification aux titulaires au moins trois mois avant la date d'échéance du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non reconduction du marché celle-ci ne donne lieu à aucun dédommagement des titulaires.

4.3 Date de démarrage

La prise d'effet du marché sera fixée à sa date de notification prévue au premier semestre 2025.

ARTICLE 5. RATTACHEMENT AU MARCHÉ - EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque site se rattachera au marché à l'occasion de l'émission du premier bon de commande de prestations.

Le défaut de rattachement d'un ou plusieurs sites ne pourra donner lieu à aucune indemnité ni dédit.

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande sans montant minimum, conformément à l'article R2162-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne sera engagé financièrement qu'une fois que les bons de commande de rattachement auront été émis par chaque service. Dans l'hypothèse où un ou des services n'émettra(en)t aucun bon de commande, le titulaire du marché ne pourra pas obtenir d'indemnisation.

Le bon de commande correspond au devis du titulaire contresigné par le bénéficiaire.

Seuls les bons de commande signés et validés par le service bénéficiaire pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, indépendamment de la durée d'exécution des prestations demandées, sous réserve du respect du principe d'accès à la commande publique.

Les bons de commande comportent :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- la référence du marché ;
- la date de la commande ;
- la référence du devis si réception d'un devis ;
- les lieux d'intervention avec les adresses précises (étage...) ;
- les dates d'exécution de la prestation (date de départ/date arrivée) ;
- **la référence de chaque prix unitaire du bordereau de prix (B1...) et son prix unitaire ;**
- le volume des biens transférés en détaillant les différentes rubriques figurant dans le BPU (cartons ; équipement bureautique ; mobilier...) ;
- la nature exacte des prestations (transfert simple sans emballage/déballage ; avec emballage ; avec déballage) ;
- le montant de la TVA ;
- le prix global HT et TTC ;
- le nom et adresse de facturation ;
- la signature de la personne responsable ;

Toutes les lignes du bon de commande doivent correspondre à une référence du BPU (prestation B1, C5 etc...).

et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

6.2 Règles de sécurité et de confidentialité

Les préposés du titulaire intervenant au titre du présent marché sur les installations seront des personnels dûment qualifiés à cet effet, tant sur leurs compétences techniques qu'en matière de sécurité relative à la nature de leur intervention. Les préposés du titulaire devront posséder les habilitations, l'outillage et le matériel nécessaires pour intervenir dans les plus brefs délais.

Les règles de sécurité applicables seront celles définies par les chefs de service respectifs, adaptées à leur service ou établissement, et qui seront portées à la connaissance du titulaire par écrit lors de la notification. Le titulaire acceptera ce règlement et tous les contrôles.

Les observations de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché. Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Contrôle nominatif pour les sites du ministère de l'intérieur et de la justice

Dans les 21 jours suivant la notification du bon de commande de rattachement du site, le titulaire fournit au responsable de site la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations.

Les agents de la société titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront exercer leur activité dans les locaux désignés au marché qu'après agrément de la personne publique.

Celle-ci peut refuser d'agréer un agent sans avoir à en fournir les motifs. Le titulaire déclare régler les litiges trouvant leur source dans un refus d'agrément avec son personnel. Cet agrément prend la forme d'une enquête administrative.

Le défaut d'agrément n'entraîne aucune conséquence sur le marché mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont. A cet effet, le titulaire devra demander une autorisation d'accès pour chaque nouveau personnel affecté à l'exécution du marché.

La liste initiale ainsi que ses éventuels modificatifs comportent les renseignements suivants:
nom, prénom(s),
date et lieu de naissance,
adresse personnelle complète et précise avec indication du code postal.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

6.3 Dispositions particulières

Le numéro d'appel du titulaire devra être un numéro gratuit ou un numéro facturé au prix d'un appel local. Ce numéro ne pourra être surtaxé.

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage/équipement nécessaire à l'exécution de ses prestations.

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'art.

6.4 -Responsabilité en cas de dommages

Le titulaire est tenu pour responsable des dommages subis par les installations et les matériels dans le cadre de ses interventions.

Il s'engage à souscrire une assurance couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire garantit aussi le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris le recours des voisins.

6.5- Plan de prévention

Le titulaire devra fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses cotraitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

6.6 – Restitution des clés et badges en fin de prestation

A la fin des prestations, le titulaire restitue au responsable de site, les badges et les clés.

Dans l'hypothèse où la perte ou le vol d'une clé entraînerait, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

ARTICLE 7. PRIX ET REGLEMENTS – AVANCE

7.1 Contenu des prix et règlement

L'ensemble des prix de l'accord-cadre sont des prix unitaires, en euros, et hors taxe.

Le détail de chaque prix du bordereau des prix unitaires (BPU) figure dans les articles 3-5 et 3-6 du CCTP.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Sont également compris dans les prix, le démontage et/ou remontage du mobilier lorsque cela est nécessaire.

Aucune prestation complémentaire en dehors de celles prévues dans le bordereau des prix ne pourra être facturée type mise à disposition d'un deuxième monte-charge, d'un coordonnateur, fourniture de cartons... Dans le cas contraire, ce type de supplément sera rejeté par le comptable au stade du paiement de la facture.

7.2 – Variation dans les prix

Il n'y a pas de clause de variation de prix.

Une révision des tarifs pour les postes D-2 et D-3 du bordereau des prix unitaires (BPU) peut toutefois être sollicitée dans le cadre de la clause de réexamen (cf. art. 2.6.4 du présent CCAP).

7.3 Facturation

La facture doit être établie par le titulaire une fois que les prestations sont réalisées. Elle est établie en un seul original. Elle comporte obligatoirement les éléments minimums suivants:

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS,
- la référence du bon de commande (numéro) ;
- le numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et le lot du marché
- les lieux d'intervention avec les adresses précises (étage...) ;
- les dates d'exécution de la prestation (date de départ/date arrivée);
- le volume des biens transférés en respectant les différentes rubriques figurant dans le BPU (cartons ; équipement bureautique...) ;
- la nature exacte des prestations (transfert simple sans emballage/déballage ; avec emballage ; avec déballage) ;
- le montant de la prestation exécutée,
- le taux et le montant des taxes,
- la date de facturation,
- les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Toutes les lignes de la facture doivent correspondre à une référence du BPU (prestation B1, C5 etc...) sauf pour les prestations hors BPU qui sont très limitées (objets très volumineux, assurance, garde-meuble.

L'adresse de facturation sera mentionnée sur le bon de commande. Cette adresse peut être différente de l'adresse du site.

Le titulaire utilisera des factures dématérialisées.

7.4 Sous-traitance :

Conformément à l'article L 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire DC4.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr

Lors de la présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, les dispositions des articles 3.6.1 et 3.6.2. du C.C.A.G-F.C.S sont seules applicables. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conduit le contrat de sous-traitance.

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles L 2193-10 à L 2193-13 et R 2193-10 à R 2193-16 du code de la commande publique.

7.5 Règlement – délais de mandatement :

Le droit à règlement de la ou des facture(s) relative(s) à ce marché court à compter de la réception de la ou des factures par l'administration.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours pour les services et établissements de l'Etat conformément au code de la commande publique.

7.6 Avance:

Lorsque le montant initial du marché est supérieur ou égal à 50 000 € hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, une avance forfaitaire d'un montant de 5% sur chaque bon de commande (20 % pour les PME et TPE) pourra être mandatée au titulaire du marché sauf renonciation expresse de sa part exprimée sur l'acte d'engagement.

7.7 Solidarité:

Il n'y a aucune solidarité entre le représentant du pouvoir adjudicateur et les services coordonnés et entre les membres du groupement de commande : chacun paye les prestations pour lesquelles il est engagé.

ARTICLE 8. PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées quel qu'en soit le montant, elles sont cumulables dans la limite de trente pour cent (30%) du montant HT de la facture en question. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Article 8.1 – Pénalités pour retard d'intervention lors de l'opération de déménagement

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités suivantes en cas de non-respect des délais sauf en cas de force majeure, sans mise en demeure préalable :

- Non-respect de la date de début d'intervention: deux cent euros (100 €) par jour calendaire de retard
- Non-respect de la durée de l'intervention: cent euros (100 €) par jour calendaire de retard

Article 8.2 – Pénalités pour retard de livraison de matériel

Lorsque les délais prévus d'exécution de livraison de matériel fixés dans les bons de commande se trouveront dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourra, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

Article 8.3 – Pénalités pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter les locaux ou emplacements des installations dont il assure le suivi dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements après exécution des prestations, c'est-à-dire notamment la non-remise en état du matériel préalablement déplacé ou démonté, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €) par jour calendaire de retard.

Article 8.4 – Pénalités pour non-enlèvement des emballages et palettes

Si, à l'issue d'une prestation, les emballages, palettes, plastiques (excepté les cartons) ne sont pas enlevés en totalité, il est appliqué une pénalité de cent euros (100 €).

Article 8-5- Pénalités pour surestimation du volume

Si, à l'issue d'un contrôle contradictoire, il est constaté un écart de plus de 15 % entre le volume réel des biens chargés ou déchargés et le volume facturé, voici les pénalités appliquées en plus des réfections :

- Ecart de 15 % à 20 % : 200 €
- Ecart de 20 % à 30 % : 400 €
- Ecart de 30 % à 40 % : 600 €
- Plus de 50 % : 800 €

ARTICLE 9. RESILIATION

Sans préjudice des stipulations des articles 29 et suivants du CCAG-FCS, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Les stipulations du C.C.A.G-F.C.S, relatives à la résiliation du marché, sont applicables de manière générale ; toutefois en complément de ces dispositions la résiliation du marché pourra intervenir :

- en cas de survenance d'anomalies, de manquements, de fourniture de produits ne répondant pas aux normes et exigences en la matière, ou de retards, le pouvoir adjudicateur en avisera le titulaire par mail. A défaut d'obtempération immédiate, le marché sera résilié à ses torts et frais exclusifs. Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.
- lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts ou ne sont pas produits dans les délais impartis.

Cette résiliation peut être limitée à certains sites/services/lots du marché.

La cession du marché ne pourra se faire sans l'accord des 2 parties.

ARTICLE 10. DROIT – LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal administratif concerné est : **le tribunal administratif de Bastia.**

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 11 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant par courriel le médiateur des entreprises de Corse :

Médiateur des entreprises DREETS de Corse
chemin du Loretto 20000 Ajaccio
eric.giudicci@dreets.gouv.fr
tel 04 95 23 90 21

ARTICLE 12. EXCLUSIVITE

L'accord-cadre n'accorde pas d'exclusivité totale à son titulaire.

ARTICLE 13. CONTRÔLE DES PRESTATIONS

En vue de s'assurer de la conformité des prestations réalisées aux spécifications du marché, il est mis en place par l'administration, un contrôle qualité des prestations en relation avec le titulaire.

Ces contrôles sont réalisés notamment sur la réalité des volumes des mobiliers facturés. Ils sont réalisés contradictoirement. Il s'effectuera à partir des grilles figurant en annexe 1 du CCTP.

En cas de constat d'écart de plus de 15 % entre les volumes facturés et les volumes constatés, une réfaction sera appliquée sur la facture et les pénalités seront appliquées.

Ces contrôles peuvent également porter sur les modalités d'exécution des prestations (modalités de protection des locaux ; modalités d'encadrement du personnel...).

ARTICLE 14. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-3 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des clauses administratives particulières de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable à tous les lots du marché avec l'objectif de 150 heures annuelles d'insertion par lot.

Le titulaire du ou des lots devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

14-1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale.

Sont éligibles les personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à Pôle Emploi ou en recherche d'emploi depuis plus de 12 mois ;
- les allocataires du R.S.A en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus comme travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de niveau infra 5 (soit inférieur au CAP/BEP) ;
- les personnes prises en charges dans le dispositif d'IAE soit prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ;
- les personnes employées dans des GEIQ ;
- toute personne rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales sur avis motivé de Pôle Emploi.

14-2 Les modalités de mise en œuvre.

Quatre solutions sont proposées au titulaire :

- La mise à disposition de salarié (entreprise de travail temporaire d'insertion...) ;
- L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché ;
- Le recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ;
- L'offre d'un stage non rémunéré de 150 h/an/lot dans le cadre du dispositif des jeunes décrocheurs scolaires.

14-3 L'insertion pendant et à l'issue du marché et les modalités de contrôle.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le titulaire devra fournir tous les documents justifiant l'éligibilité et l'embauche des personnes recrutées dans le cadre de cette clause d'insertion. Par exemple, attestation Pôle emploi, contrat de travail...

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure à la plateforme des achats de Corse.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) la plateforme des achats de Corse. Dans ce cas, la plateforme des achats de Corse étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur peut suspendre la clause sociale d'insertion.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente un bilan de l'exécution de cette clause.

ARTICLE 15. DEROGATIONS CCAG

Les articles 8, 9 et 10 du CCAP dérogent au CCAG fournitures et services.